

Marc BROCHUT
7 rue Philippe Lebon – ZI SUD - BP 90130 - 13631 ARLES CEDEX
Tél : 04.90.96.71.23 – Fax : 04.90.93.82.58
courriel : marc.brochut@cabinetbrochut.com



Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie d'AIX-BASTIA
Inscrit à la Cour d'Appel
d'Aix-en-Provence

A.V.E.C.

ARLES VIEILLIR EN CITOYEN
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Pôle Santé Camargue
61b Avenue Docteur Robert Morel
13200 ARLES

SIRET : 429 950 686 00031 – APE : 8810A

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
sur les Comptes Annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association *ARLES VIEILLIR EN CITOYEN*,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association *ARLES VIEILLIR EN CITOYEN* relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note de l'annexe des comptes annuels, en page 12 de ce présent rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle .

Fait à Arles, le 5 juillet 2025,

Marc BROCHUT
Commissaire aux Comptes
7 rue Philippe Lebon - ZI SUD
BP 90130 - 13631 ARIES CEDEX
Tél. : 04 90 96 71 23 - Fax : 04 90 93 82 58
00026

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	4 068	4 068		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	320 459	105 175	215 284	247 330
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	75 672	66 257	9 414	26 147
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	200		200	200	
TOTAL (I)		400 399	175 500	224 898	273 677
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	95 941		95 941	134 309
	Autres créances	33 755		33 755	44 889
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	169 586		169 586	355 954	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 640		1 640	1 189
	TOTAL (II)	300 922		300 922	536 340
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		701 321	175 500	525 821	810 017
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				200	200
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation	409 193	606 302
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(181 612)	(164 352)
	Total des fonds propres	227 581	441 950
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	227 581	441 950
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	86 574	95 639
	Emprunts et dettes financières divers		(211)
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 812	16 394
	Dettes fiscales et sociales	193 781	243 171
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	9 072	13 075
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	298 240	368 067
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	525 821	810 017
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(181 611,50)	(164 352,41)
	(1) Dont à moins d'un an	298 240	368 279
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	1 106 256	1 261 313
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	157 889	159 973
	Dons		2
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	17 700	413
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	46 429	55 030
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 328 274	1 476 731
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	136 588	132 025
	Impôts, taxes et versements assimilés	57 676	55 502
	Rémunération du personnel	1 010 710	1 110 024
	Charges sociales	281 835	361 198
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	24 348	
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	7 653	96
	Total des charges d'exploitation	1 518 810	1 658 845
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(190 536)	(182 114)
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 874	18 727
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	1 292	
	2 - RESULTAT FINANCIER	1 582	18 727
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(188 953)	(163 388)
	Produits exceptionnels	12 874	500
	Charges exceptionnelles	5 368	1 465
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	7 506	(965)
	Impôts sur les sociétés	164	
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	1 344 022	1 495 958
	TOTAL DES CHARGES	1 525 634	1 660 310
	EXCEDENT ou DEFICIT	(181 612)	(164 352)
	PRODUITS		
	Bénévolat		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Personnel bénévole		

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **525 821** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 344 022** euros et un total **charges** de **1 525 634** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-181 612** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **525 821** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 344 022** euros
 - un total charges de **1 525 634** euros
 - dégage un résultat de **-181 612** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association AVEC** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

E&G EXPERTISES

Association AVEC

Page : 17

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	4 068					4 068
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 068					4 068
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	320 459					320 459
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	44 442					44 442
	Matériel de transport	1 871		9 851			11 722
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	19 508					19 508
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	386 279		9 851			396 131
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	200					200
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	200					200
TOTAL		390 547		9 851			400 399

E&G EXPERTISES

Association AVEC

Page : 18

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	4 068			4 068
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 068			4 068
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	73 129	121 198	89 152	105 175
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	30 382	8 689		39 071
	Matériel de transport	(3 004)	14 428		11 424
	Matériel de bureau, mobilier	12 295	3 468		15 763
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		112 802	147 782	89 152	171 432
TOTAL		116 870	147 782	89 152	175 500

Note sur la continuité d'exploitation

Durant l'exercice, l'association a connu une aggravation de ses difficultés économiques et financières, conduisant le Commissaire aux comptes à déclencher une procédure d'alerte. Cette situation a imposé une réflexion approfondie sur la capacité de l'association à maintenir son activité au-delà des douze prochains mois.

Les fragilités identifiées sont à la fois structurelles et conjoncturelles :

- Une diminution marquée et durable de l'activité, entraînant une baisse des recettes ;
- Un déficit structurel persistant depuis plusieurs exercices ;
- Une dégradation progressive de la trésorerie, ne permettant plus de faire face aux échéances à court terme ;
- Un déséquilibre entre les charges salariales (notamment les effectifs administratifs) et les ressources réellement mobilisables ;
- Un retard significatif dans le versement d'une dotation de compensation publique majeure, aggravant les tensions de trésorerie.

Face à ces constats, le Conseil d'administration a pris acte de la nécessité de mettre en œuvre un **plan de continuité d'activité structuré**, articulé autour des priorités suivantes :

1. **Un audit interne**, réalisé par le délégué territorial d'ADEDOM, a été lancé avec pour objectif d'identifier l'ensemble des leviers d'optimisation possibles, tant en matière de dépenses que d'organisation du travail. Cet audit doit permettre d'établir une vision claire, réaliste et documentée de la situation de l'association et de ses perspectives.
2. Une **restructuration immédiate** est engagée, comprenant :
 - Des licenciements économiques ciblés, portant sur certains postes administratifs et dans un second temps si nécessaire envisager un nombre limité d'intervenants à domicile ;
 - La suppression d'avantages financiers non obligatoires (frais kilométriques supérieurs au seuil conventionnel, primes diverses) ;
 - La vente des locaux actuels pour réduire les charges fixes, accompagnée d'un transfert vers des locaux à moindre coût.
3. Une **revue complète des engagements externes** (prestations, abonnements, contrats) est en cours afin de générer des économies rapides et durables.
4. En parallèle, l'association a engagé un **rapprochement stratégique avec des structures partenaires**, notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, afin d'envisager des coopérations renforcées, des mutualisations ou des partenariats porteurs de soutien financier, logistique ou opérationnel.
5. Des démarches sont également en cours auprès d'organismes comme **France Active**, dans le cadre du dispositif **Rebond**, pour solliciter un appui financier à la restructuration.
6. Enfin, des actions sont entreprises pour **diversifier et renforcer les sources de recettes** : optimisation des heures facturables, développement de nouvelles offres de services (caisses de retraites, tout public), mobilisation de subventions exceptionnelles, et relance de la communication institutionnelle.

L'ensemble de ces mesures est consigné dans un **plan d'action formalisé, assorti d'échéances précises**, dont l'exécution fera l'objet d'un suivi régulier. Un point d'étape est prévu à trois mois pour évaluer les premiers effets du plan et ajuster, le cas échéant, la stratégie.

Le Conseil d'administration demeure pleinement mobilisé afin d'assurer, dans un cadre sécurisé, la continuité d'exploitation de l'association, le maintien de ses missions d'intérêt général et la sauvegarde de ses emplois essentiels.